

Thème 1 : motion adoptée

Motion n°2 déposée par la SD973 Un territoire et une jeunesse abandonné·e·s

La Guyane, vaste département français d'Amérique du Sud, est riche de sa jeunesse (près de 50 % de la population a moins de 25 ans), de sa diversité culturelle, linguistique, et de sa biodiversité. Malgré tous ces atouts, le sort réservé à cette jeunesse n'est pas à la hauteur des enjeux du territoire.

En effet, avant la crise sanitaire, 53 % de la population de Guyane vivait sous le seuil de pauvreté et l'accès aux droits fondamentaux (soins, alimentation, eau potable, etc.) n'est toujours pas garanti pour toutes et tous. Pire, aujourd'hui, la situation continue de se détériorer.

La jeunesse de Guyane est la première impactée par ces inégalités sociales et territoriales, la situation est catastrophique : des milliers de jeunes ne sont pas scolarisé·e·s, un élève sur deux n'obtiendra jamais le baccalauréat et plus d'un tiers sortira du système scolaire sans aucun diplôme. Les jeunes de Guyane n'ont que peu de perspectives une fois sorti·e·s du système scolaire, le taux de chômage est en effet de 30 % chez les 25-39 ans. De trop nombreux et nombreuses jeunes, même les plus qualifié·e·s, subissent les emplois précaires. Les autres se tournent au mieux vers le travail dissimulé, au pire vers les trafics, la délinquance et la prostitution. Pour la FSU c'est le signe incontestable de l'échec des politiques d'accompagnement de la jeunesse sur notre territoire. En effet, rien ne fonctionne en Guyane, pourtant les défis sont nombreux : justice, éducation, protection de la jeunesse, aide sociale à l'enfance, santé, transport, énergie, auto-suffisance alimentaire...

Les gouvernements successifs, les responsables politiques locaux comme nationaux n'ont jamais pris la mesure des défis à relever sur le territoire et les écarts continuent à se creuser avec les départements de métropole. Les différents plans d'urgence (pacte d'avenir puis accords de Guyane) n'ont jamais été intégralement mis en oeuvre et n'ont pas permis le rattrapage des retards structurels perdurant depuis des décennies. L'ensemble des services publics n'a jamais eu les moyens matériels et humains nécessaires aux besoins fondamentaux d'une population croissante (démographie positive de 3 %). Les politiques manquent d'ambition pour notre jeunesse, fuient leurs responsabilités, se renvoyant la balle, certains étant même prêts à désigner l'immigration comme responsable de tous les maux de la Guyane. Les personnels des services publics de Guyane refusent d'être les complices, actrices et acteurs de ces politiques de renoncement.

Afin de ne pas fracturer davantage une société en grande souffrance mais au contraire de réunir les conditions de la construction d'une société apaisée, la FSU exige que les responsables locaux et nationaux assument pleinement leurs responsabilités au travers de la mise en place d'un plan de rattrapage massif dans les services publics. Notre jeunesse ne peut plus souffrir des promesses gouvernementales non tenues et mérite des services publics efficaces, pérennes et pensés en adéquation avec les besoins du territoire. La Guyane a besoin de politiques ambitieuses, émancipatrices et respectueuses de son environnement. Le développement de tous ses potentiels doit permettre à la jeunesse de se projeter dans une société juste et solidaire.

Pour : 585 ; Contre : 0 ; Abstention : 0 ; NPPV : 1